

Nouveaux Cahiers du socialisme



Le modèle DEBOUT ! Esquisse d'une nouvelle organisation politique

Jonathan Durand Folco

Number 21, Winter 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90590ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Durand Folco, J. (2019). Le modèle DEBOUT ! Esquisse d'une nouvelle organisation politique. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 150–157.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le modèle DEBOUT !

Esquisse d'une nouvelle organisation politique

Jonathan Durand Folco

Professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Dans un contexte que caractérise la reconfiguration du paysage politique québécois, la gauche doit entreprendre une réflexion fondamentale, non seulement sur ses orientations, son discours et ses tactiques électorales, mais sur sa forme organisationnelle elle-même. Le présent texte ne vise pas ici à critiquer Québec solidaire (QS), ni à proposer la création d'un nouveau parti qui le remplacerait, mais à esquisser les contours d'une nouvelle organisation politique d'un genre inédit. La gauche s'est souvent empêtrée dans des débats opposant, d'un côté, les mouvements sociaux autonomes, groupes populaires, syndicats, comités citoyens, coalitions de la société civile, puis, de l'autre, un parti de gauche chargé de faire converger les revendications sociales grâce à un projet politique commun de transformation des institutions. Cette tension entre parti et mouvements, prenant parfois la forme d'un clivage rigide, parfois celle d'une relation dialectique complexe, contribue à laisser à la forme parti un caractère immuable et indépassable.

C'est pourquoi nous proposons ici une forme d'organisation transversale, qui ne serait pas d'abord fondée sur l'action électorale ou contestataire, mais sur l'action politique directe et l'auto-organisation des milieux. En nous inspirant de la tradition conseilliste¹, notamment à partir de la lecture d'Oskar Anweiler, de Rosa Luxemburg, du jeune Gramsci, de Hannah Arendt, d'Anton Pannekoek, de Pierre Dardot et de

1 Une tradition venant des conseils ouvriers. (NdR)

Christian Laval, ou encore de Yohan Dubigeon², nous souhaitons montrer comment des regroupements locaux de diverses formes, unités de base d'un réseau plus large, constitueraient le socle d'une « démocratie des conseils » capable de faire éclater le cloisonnement des organisations actuelles. À l'instar du mouvement des conseils ouvriers, apparus dans le sillage des deux révolutions russes (1905 et 1917), mais également de la révolution allemande (1918-1919), des événements de Turin (1919) et de la révolution hongroise (1956), il s'agit de miser sur les principes de démocratie directe, d'autogestion, d'autogouvernement et d'autoémancipation. Trotski le soulignait dans son analyse de la révolution de 1905 :

Le Conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin objectif, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et de se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire sortir de terre dans les vingt-quatre heures³.

Certes, le Québec ne traverse pas actuellement une période de crise révolutionnaire. Cela dit, une période d'effervescence collective comme celle de la grève étudiante de 2012 et celle du « printemps québécois » pourrait s'ouvrir ; c'est pourquoi il serait pertinent de concevoir dès maintenant de nouvelles formes d'organisations postpartisanes qui pourraient émerger dans un tel contexte. Au-delà des organisations traditionnelles (partis et syndicats) qui arrivent difficilement à s'articuler aux nouvelles pratiques démocratiques comme les comités étudiants, les occupations, les assemblées populaires autonomes de quartier, etc., une réactualisation de la forme « conseil » offrirait une piste intéressante à explorer, du moins en théorie, mais surtout en pratique.

La démocratie des conseils

On appelle conseil le regroupement de personnes partageant une condition commune liée à une sphère d'activité, que ce soit le milieu de travail, le milieu de vie, le milieu scolaire, etc. Bien que la tradition conseilliste mette souvent de l'avant les conseils ouvriers et les comités d'entreprise dans un contexte de grève et de

2 Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972; Hannah Arendt, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 2013; Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers, Tome 1 et 2*, Paris, Spartacus, 2010; Pierre Dardot et Christian Laval, *L'ombre d'Octobre. La Révolution russe et le spectre des soviets*, Montréal, Lux, 2017; Yohan Dubigeon, *La démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'autogouvernement*, Paris, Éditions Klincksieck, 2017.

3 Cité par Oskar Anweiler, *op. cit.*, p. 62.

récupération du pouvoir dans les usines, il faut rappeler que la révolution russe a vu naître des conseils ouvriers, des conseils de quartier, des conseils étudiants et des conseils de soldats qui envoyaient tous des délégué-e-s à un grand conseil (ou soviét) regroupant des milliers de personnes d'un même territoire. Oskar Anweiler, dans son histoire passionnante des soviets en Russie, rappelle comment ceux-ci constituèrent la base d'un système politique inédit.

Simple comité de grève à l'origine, il ne tarda pas à changer de nature et à développer le premier organisme représentatif du prolétariat à l'échelon d'une ville entière, et fut reconnu comme tel non seulement par les ouvriers, mais aussi par les employeurs et les autorités constituées. [...] En sa qualité d'organisme élu, il n'en constitua pas moins une forme nouvelle, une forme supérieure d'organisation prolétarienne, laquelle devait marquer de son empreinte le mouvement ouvrier révolutionnaire au cours des mois à venir. [...] Le Soviet, qui ne s'assignait nulle autre tâche que d'organiser et conduire la grève, se métamorphosa en l'espace de quelques jours, du fait de la grève elle-même, en un organisme assumant la représentation générale et politique des travailleurs, en centre du mouvement révolutionnaire du prolétariat de la capitale. Ses fonctions débordant rapidement celles d'un simple comité de grève, le Soviet se transforma en un « parlement ouvrier », qui se chargeait de prendre position sur toutes les questions, les petites comme les grandes⁴.

Les conseils n'étaient pas d'abord fondés sur le partage d'une vision, d'une idéologie ou d'un programme commun, à l'instar des partis politiques de l'époque. Ils n'étaient pas non plus le simple relais des syndicats, car ceux-ci furent tout aussi surpris de l'émergence de ces organismes d'auto-administration ouvrière. Par-delà les organisations officielles, les conseils permettaient aux personnes travailleuses, étudiantes, locataires et autres qui partageaient un espace commun, de s'auto-organiser, mais aussi de se fédérer en dépit des divisions professionnelles, syndicales et idéologiques, en un corps commun chargé d'intégrer les revendications de divers milieux.

À l'ère d'une fragilisation du système des partis et d'une méfiance grandissante vis-à-vis de la politique officielle, fondée sur une logique de représentation, l'exploration d'autres formes organisationnelles inspirées de l'histoire militante et révolutionnaire permettrait de décroisonner l'imaginaire collectif et de favoriser les processus d'autoémancipation et de repolitisation enracinés dans diverses sphères de l'existence humaine, comme l'entreprise, l'université, le village, le quartier. Cette stratégie peut être définie comme la construction d'une « hégémonie locale par immersion », expression d'Alain Savard dans un texte où il repense l'action syndicale et en élargit la signification :

4 Ibid., p. 50-57.

C'est un travail sur le long terme, qui requiert la cartographie des réseaux d'influence sur le lieu de travail, l'établissement de liens de confiance, la découverte des motivations de chacun, la mise en pratique d'action collective et la mise en place d'un espace démocratique. [...] C'est avant tout le contact humain, les réseaux de confiance, les discussions qui permettent l'action syndicale. Si j'utilise le syndicalisme comme exemple, ce modèle n'est pas unique. N'importe quel milieu pourrait être organisé sur la base de ces principes (avec des variantes propres aux contraintes de l'endroit). Une habitation, un quartier, une université, une congrégation religieuse, voire un club de supporters sportifs peuvent constituer des milieux où ce type d'organisation est possible. Le modèle n'est efficace que si une masse critique de gens dans ce milieu vivent des problèmes similaires et si le milieu est une base cohérente pour mener une action collective qui règlera au moins partiellement le problème⁵.

Les comités d'action politique (CAP) constituent l'un des meilleurs exemples québécois de cette forme organisationnelle. Créés dans le sillage du deuxième front syndical de 1968, les CAP représentaient l'unité de base du Front d'action politique (FRAP), parti de gauche radical qui s'est présenté aux élections municipales de 1970⁶. Il faut rappeler ici que si la plupart des CAP étaient constitués sur une base territoriale, dans le sillage des groupes populaires organisés dans les quartiers ouvriers de Montréal, il y avait aussi des CAP implantés dans les milieux étudiants, et que le FRAP prévoyait favoriser l'organisation de comités d'action politique dans les milieux de travail. Si le FRAP a concentré la majeure partie de ses activités à Montréal, des CAP sont apparus dans différentes municipalités du Québec. Comme le note Paul Cliche, « une première expérience fructueuse avait permis de prendre le contrôle des conseils municipaux de Sept-Îles et de Baie-Comeau à l'automne 1969 et de faire élire des conseillers dans les villes d'Alma, Sorel, Saint-Jérôme et Saint-Hyacinthe⁷ ».

Certes, l'action des CAP était orientée vers la sphère politique, et pas seulement sur l'autogestion des lieux de travail. Néanmoins, il faut souligner l'idée novatrice, pour l'époque et encore aujourd'hui, qu'une organisation politique ne soit pas obligée de se confiner à l'échelle du district ou de la circonscription électorale, qu'elle peut être le fruit d'une confluence complexe de conseils issus de l'autonomie collective et de l'auto-organisation de différents milieux. Plus récemment, le réseau Profs contre la

5 Alain Savard, « Confiance et hégémonie – Deuxième partie », *Carnets rouges*, 20 mai 2017, <<http://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>>.

6 Paul Cliche, *Un militant qui n'a jamais lâché. Chronique de la gauche politique des années 1950 à aujourd'hui*, Montréal, Varia, 2018, <<http://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>>.

7 Paul Cliche, « La violence faite au FRAP », *À bâbord !*, n° 36, 2010, <<https://www.ababord.org/La-violence-faite-au-Frap>>.

hausse, qui devança largement les syndicats dans le cadre de la grève de 2012, ou encore le collectif Lutte commune, réseau de travailleurs et travailleuses cherchant à réhabiliter le syndicalisme de combat, représentent des embryons de conseils, malgré leur influence limitée pour l'instant. Une telle perspective stratégique, si elle ne jouit pas d'une longue tradition au Québec, pourrait potentiellement prendre racine dans certains contextes propices à la mobilisation.

L'acronyme DEBOUT

Avant de voir comment un mouvement néo-conseilliste pourrait voir le jour, se structurer et interagir avec les autres organisations (partis, syndicats, associations, etc.), commençons par dégager les valeurs d'un mouvement que nous nommerons provisoirement DEBOUT ! Cette expression vise à résumer, par-delà le clivage idéologique gauche/droite, certaines valeurs centrales de tout mouvement émancipateur : démocratie, égalité, bien-vivre, ouverture, unité, transition.

- **Démocratie** : fondée sur la participation citoyenne directe, l'autonomie et l'autogouvernement, la démocratie vise à permettre à toute personne de prendre part aux décisions collectives qui la concernent, que ce soit dans son milieu, son entreprise, son quartier, sa ville ou la société en général.
- **Égalité** : chaque personne, peu importe son âge, origine, sexe, revenu ou handicap, doit pouvoir participer sur un pied d'égalité aux processus décisionnels et prendre part aux interactions sociales dans son milieu. L'égalité, ou la justice sociale, comprend à la fois les sphères de la redistribution (économique) et de la reconnaissance (socioculturelle) ; elle représente les bases matérielles, sociales et culturelles d'une citoyenneté réellement commune et partagée.
- **Bien-vivre** : l'objectif de la politique et de l'émancipation ne consiste pas seulement à surmonter l'injustice et l'oppression, mais aussi à fournir les bases pratiques de l'épanouissement de chaque personne, un espace de bonheur et de résonance. La démocratie et la justice visent à développer un ensemble de relations au monde, aux autres et à soi-même propices à la vie bonne. Comme le souligne Aristote : « Et la communauté achevée formée de plusieurs villages est une cité dès lors qu'elle a atteint le niveau de l'autarcie pour ainsi dire complète ; s'étant donc constituée pour permettre de vivre, elle permet, une fois qu'elle existe, de mener une vie heureuse⁸ ».
- **Ouverture** : l'ouverture de chaque personne aux différences, aux alternatives, à l'imagination créatrice est une condition essentielle à l'accès au bonheur, ainsi qu'à l'établissement de rapports égaux entre les êtres humains et d'interactions fructueuses dans l'espace démocratique. Le dialogue, la coopération, l'innovation et

8 Aristote, *Les politiques*, [4^e siècle av. notre ère], traduction de Pierre Pellegrin, Paris, Flammarion, 2015.

la collaboration, valeurs et pratiques fondées sur l'empathie, permettent d'articuler pluralité et monde commun.

- **Unité :** par-delà le respect des différences, la capacité d'action collective dépend d'un besoin de tisser des liens à partir d'expériences communes et d'intérêts partagés. La construction de coalitions, d'alliances et d'associations larges est indispensable pour lutter efficacement contre les systèmes d'oppression et les dynamiques sociales qui favorisent la fragmentation des luttes et des identités. Le principe de l'« unité dans la diversité » est l'une des clés permettant l'émergence de nouvelles identités collectives à la fois ouvertes et robustes.
- **Transition :** l'institution d'une société démocratique, juste, heureuse, ouverte et réconciliée ne saurait s'instaurer dans le cadre du système dominant actuel qui accentue les inégalités, la haine et la destruction de la planète. L'objectif ultime de tout mouvement politique émancipateur consiste à accélérer la transition vers un nouveau modèle civilisationnel propice à la résilience des communautés locales, l'autogouvernement, l'égalité sociale, la résonance et l'émergence de nouvelles formes de vie.

Cette série de valeurs vise à créer un consensus large capable d'inclure une diversité de perspectives et d'éviter le piège d'une organisation « fourre-tout » où pourraient se retrouver des forces réactionnaires prônant les hiérarchies sociales, l'exclusion, la fermeture ou le maintien du *statu quo*. L'articulation de la démocratie, de l'égalité, du bien-vivre, de l'ouverture, de l'unité et de la transition permettent d'intégrer les grandes orientations du mouvement au sein d'une philosophie simple, claire et inspirante, capable de guider nos actions individuelles et collectives. Au-delà d'un ensemble de refus des systèmes d'oppression (anarchie, anticapitalisme, antiracisme, etc.), nous avons une synthèse de valeurs propices à l'émergence d'un nouvel ordre social.

Contours de l'organisation

Par delà d'une vision commune, large et inspirante, un mouvement politique doit préciser ses axes d'intervention de même que ses bases d'organisation. Trois principaux axes, les fronts politique, social et économique, pourraient orienter l'action du mouvement DEBOUT!⁹ La base territoriale du mouvement serait d'abord le Québec, mais le mouvement pourrait s'étendre aux régions adjacentes au besoin et se déployer sur les plans local, national et international. L'objectif général du mouvement consisterait à résoudre une série de problèmes sociaux, économiques et populaires par l'auto-organisation populaire et l'action collective. Le conseil, c'est-à-dire une organisation autonome basée sur un milieu particulier, qu'il soit géographique,

9 Alain Savard, « Pour une stratégie intégrale », *Carnets rouges*, 15 avril 2017, <<http://carnetsrouges.net/pour-une-strategie-integrale/>>.

économique ou associatif, formerait l'unité de base de DEBOUT ! Ainsi, y aurait-il trois types de conseils, chacun étant lié à l'axe politique, économique ou social :

- milieu de vie : conseil de quartier, de village, régional, etc. ;
- milieu de travail : conseil d'usine, d'entreprise, de coopérative, etc. ;
- milieu associatif : conseil étudiant, syndical, communautaire, féministe, etc.

DEBOUT ! serait ainsi constitué par le pouvoir des conseils. Chaque conseil local pourrait envoyer deux délégué-e-s, dont au moins une femme, à un échelon supérieur ; ces délégué-e-s seraient responsables, redevables et révocables, au mandat impératif. Certains principes seraient adoptés de façon à favoriser la démocratisation des instances et de la représentation, dont la rotation des charges, le non-cumul des mandats (deux mandats consécutifs seulement), l'abolition des privilèges (limitation des salaires et du fonds de dépenses), la transparence radicale de l'ordre du jour, des décisions, etc.

Un des objectifs consisterait à présenter des candidatures populaires aux diverses élections (scolaires, municipales, de caisses populaires, etc.) afin de démocratiser toutes les institutions et de les utiliser pour accélérer la Transition. Bien sûr, l'action électorale ne serait pas l'alpha et l'oméga du mouvement DEBOUT ! ; celui-ci serait avant tout un lieu de coordination entre les trois axes d'intervention, les fronts politique, social et économique. À ce titre, trois commissions nationales des luttes seraient créées : la commission politique regrouperait tous les conseils de quartier ou de ville et pourrait former un collectif au sein d'un parti politique de gauche à l'échelle nationale ; la commission sociale, composée de tous les conseils associatifs, étudiant, syndical, communautaire, etc., développerait des stratégies communes et des mobilisations larges ; enfin, la commission économique réunirait tous les conseils d'usine, d'entreprise, de coopératives, et proposerait des perspectives innovantes pour faciliter la démocratisation de l'économie.

Les trois commissions nationales n'auraient pas de pouvoir décisionnel, mais elles formuleraient librement des propositions qui pourraient ensuite être adoptées par les conseils communaux et régionaux ou le congrès national. Chaque commission nationale pourrait créer des comités de travail au besoin (par exemple, un comité féministe, intersyndical, municipaliste, des communs, etc.). DEBOUT ! resterait ainsi une organisation décentralisée fondée sur le pouvoir des conseils, capable de concevoir des stratégies communes d'intervention sur les fronts économique, politique et social. Tous les conseils se réuniraient une fois par an lors du congrès national, instance suprême qui déciderait des grandes orientations du mouvement DEBOUT !

DEBOUT ! représente un nouveau véhicule à imaginer, à construire et à expérimenter. Le mouvement aurait pour objectif la création d'un réseau de communs, de communes ou de « petites républiques » fédérées dans une Commune de communes, c'est-à-dire une République communale décentralisée¹⁰. Dans cette perspective, le début de la Transition ne commence pas par l'élection d'un gouvernement progressiste à l'Assemblée nationale ni par la convocation d'une assemblée constituante, mais par l'auto-organisation citoyenne et populaire des conseils. Le processus constituant est le pouvoir des conseils, dont l'action consiste à créer dès maintenant les bases d'une nouvelle société libre, égalitaire, démocratique, vibrante et écologique. Le mouvement DEBOUT ! deviendrait dès lors un catalyseur de cette métamorphose collective, une philosophie effective guidant le mouvement de la Transition.

¹⁰ Jonathan Durand Folco, « Esquisse d'une nouvelle république communale », *Carnets rouges*, 13 août 2017, <<http://carnetsrouges.net/esquisse-dune-nouvelle-republique-communale/>>.